

Déclaration intersyndicale du 12/12/19

CGT, FO, FSU, Solidaires,

Chères camarades, Chers camarades

Nous sommes aujourd'hui xxxx à avoir défilé pour refuser la retraite universelle par points.

Les annonces du premier ministre ne font qu'accentuer notre détermination. Il a écouté mais pas entendu tous les syndicats. Par contre, il a essentiellement confirmé la volonté du gouvernement de mettre en place un régime unique par point, supprimant l'ensemble du système existant et ses régimes. Il persiste dans la casse sociale et accélère même le calendrier législatif. Il annonce un projet de loi en conseil des ministres le 22 janvier et sa présentation au parlement fin février.

En aucun cas, ces déclarations répondent aux revendications largement exprimées par les actions, grèves et manifestations, en particulier du 5 et 10 décembre dernier.

La volonté du pouvoir est claire : diviser les salariés et les agents publics pour tenter d'affaiblir le mouvement, alors même que ce projet va accentuer les inégalités et détruire les solidarités.

De plus, le Premier ministre a confirmé la mise en place d'un âge d'équilibre à 64 ans, qui pénalisera par une décote (malus) celles et ceux qui voudront faire valoir leur droit à pension à 62 ans.

A ceci, s'ajoute bien évidemment le principe même du régime unique par points calculé sur l'ensemble de la carrière. Ce système dégraderait fortement le niveau de pension des fonctionnaires du fait de l'abandon du calcul actuel sur les 6 derniers mois.

Nous avons compris et alerté depuis des mois, ce système par points allait faire baisser le niveau des retraites, allonger la durée du travail et transférer la solidarité intergénérationnelle vers une retraite individuelle. Tu as un bon salaire : tu auras une bonne retraite, tu as un travail précaire, tu es une femme, tu as un petit salaire : tu auras une retraite de pauvre. En d'autres termes, nous sommes tous perdants, sans aucune exception !

Le seul point positif, le premier ministre a franchi une nouvelle ligne rouge et pris le risque de retrouver contre ce projet une unité syndicale.

Le mouvement contre ce projet s'est inscrit depuis le 5 décembre dans la durée avec notamment des reconductions importantes de grève et avec l'entrée de nouveaux secteurs professionnels dans les actions de grève, de débrayages et de mobilisation.

L'opinion publique ne se laisse ni abuser par les opérations médiatiques du Gouvernement, ni par les tentatives d'opposer les uns aux autres. Les organisations syndicales dénoncent toutes entraves au droit de grève et de manifestations plus particulièrement envers les jeunes.

La synthèse des concertations rendues publique lundi n'avaient pas apporté d'éléments nouveaux depuis le mois de juillet. Les organisations syndicales pointent la responsabilité du gouvernement sur la situation sociale. C'est pourquoi, elles attendaient que lors de sa prise de parole, le premier Ministre tienne compte du rejet massif exprimé par les mobilisations du projet de régime universel à point et retire ce dernier. Elles confirment leur appel à l'ouverture de réelles négociations sans préalable sur la base des propositions des organisations syndicales pour le renforcement et l'amélioration du système actuel par répartition, solidaire et intergénérationnel.

La réalité c'est que cette réforme ne s'imposait pas pour des raisons financières. Elle n'a d'autre objectif que de construire les conditions du démantèlement de la retraite par répartition pour ouvrir en grand les portes de la capitalisation et répondre aux exigences du capital financier.

La retraite par points n'est pas la réforme des régimes spéciaux. Non elle concerne :

- ✓ 18 millions de salariés du privé ;
- ✓ 5 millions de salariés du public ;
- ✓ 5 millions de chômeurs ;
- ✓ Et plus largement toute la société et notamment la jeunesse de notre pays directement concernée par ce projet néfaste pour leur avenir.

Et qu'on ne vienne pas nous parler d'universalité et d'égalité. De quelle égalité parle-t-on lorsque les statistiques officielles parlent d'un écart de 13 ans d'espérance de vie entre les très riches et les très pauvres.

Cette réforme doit être combattue car elle est néfaste pour tous les salariés, les retraités et privés d'emploi de notre pays.

Les organisations CGT, FO, FSU et Solidaires appellent l'ensemble du monde du travail, les retraités, les privés d'emploi et la jeunesse à poursuivre et renforcer les mobilisations et la grève y compris reconductible là où les salariés le décident.

Elles appellent à poursuivre des actions de grève et de manifestations localement samedi 14 décembre et de faire du 17 décembre une nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle massive de grèves et de manifestations.

A l'approche des vacances scolaire et des fêtes de fin d'année, le gouvernement relayé par tous les médias mise sur la division et l'essoufflement du mouvement. Et bien non camarades nous sommes là aujourd'hui et nous serons encore plus déterminés. On ne lâchera pas !!!

De notre capacité à résister sur la durée dépendra notre victoire. Nous sommes conscients des efforts que nous demandons aux salariés, mais si nous fléchissons aujourd'hui, demain il sera trop tard. Aucun gouvernement ne reviendra en arrière.

Rendez-vous samedi et mardi à 10h00, devant la bourse du travail.